

## Introduction

**E**n avril 2016, j'ai fait la connaissance de Véronique, la mère d'un jeune Français recruté deux ans plus tôt par l'État islamique à Sevran, en banlieue parisienne.

Le déclencheur de ce livre fut une phrase qu'elle m'a écrite dans un mail, quelques heures après notre premier entretien : « Merci de m'avoir écoutée respectueusement. »

Ma curiosité de journaliste fut piquée. Je voulais comprendre le sens profond de ces mots et pour cela y passer tout le temps nécessaire. Cette année-là, j'entretins des contacts réguliers avec huit femmes et un homme. Très vite, je décelai un lien de cause à effet entre la façon dont toutes ces personnes avaient été traitées par leur entourage et les médias, et leur besoin de dire ce qu'elles avaient sur le cœur.

Ces pages sont en quelque sorte la courroie de transmission de leur vécu, de leurs émotions en tant que mères de djihadistes<sup>1</sup>, mais aussi en tant que membres

---

1. Ce terme sera employé tout au long de ce livre pour désigner aussi bien ceux qui ont quitté leur pays par empathie pour la cause djihadiste que ceux qui ont fini par prendre les armes pour combattre en son nom.

d'une société encore mal informée sur le phénomène qui a détruit leurs vies.

Ce livre renferme les témoignages de huit femmes : sept mères et une sœur. Y sont recueillis également les impressions et souvenirs d'Omar, père d'un jeune homme qui a réussi à échapper aux griffes du califat et qui purge aujourd'hui une peine de prison en France.

Étant donné la diversité des entretiens et des circonstances dans lesquelles ils ont été réalisés, chaque témoignage est présenté sous la forme qui lui correspond le mieux. Le seul but étant d'immerger, autant que faire se peut, le lecteur dans l'environnement dans lequel ils se sont déroulés : impressions visuelles et olfactives, silences.

Deux des mères ont souhaité que les interviews se déroulent dans des lieux publics, cafés ou crêperies, alors que les autres ont préféré me donner rendez-vous à leur domicile, à un moment à leur convenance, et m'ont généreusement ouvert les portes de leur chez-soi. C'était la seule façon possible de relater les vies de ceux qui ont subi à leur corps défendant de plein fouet les ravages de la radicalisation religieuse.

La nationalité de mes interlocuteurs n'est pas anodine : Français, Belges. Sur les 30 000 étrangers partis combattre en zone irako-syrienne en septembre 2015, pas moins de 5 000 étaient des ressortissants de l'Union européenne. Plus précisément, 3 690 provenaient de quatre pays : France (environ 1 700),<sup>1</sup> Royaume-Uni (760), Allemagne (760), Belgique (470).

---

1. Chiffres publiés dans le *Foreign Fighters. An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq* (The Soufan Group, décembre 2015). Les chiffres officiels publiés par le gouvernement français en mai 2016 recensent 1 910 citoyens français, c'est-à-dire un tiers de plus qu'en janvier 2015. Ces chiffres concernent aussi bien les individus s'étant rendus en Syrie ou en Irak que ceux ayant l'intention de le faire.

En Espagne, le principal foyer de la mobilisation djihadiste se trouve dans la province de Barcelone. Sur les 186 détentions liées à des activités djihadistes entre 2012 et 2016 dans tout le pays, on en recense 50 dans la capitale catalane. Hormis les étrangers résidents en Espagne traduits en justice pour activités terroristes en rapport avec l'État islamique, les détenus de nationalité espagnole liés à l'EI sont pour la plupart des jeunes de la seconde génération nés ou résidents à Ceuta.<sup>1</sup>

Le contingent des djihadistes espagnols, quoique considérablement moins élevé qu'en France ou en Belgique, enregistre, lui aussi, une hausse importante. En 2013, 20 Espagnols sont partis combattre en Syrie ou en Irak. Ce chiffre a atteint 50 en 2014 et 140 fin 2015. Fin 2016, le nombre de djihadistes d'origine espagnole a grimpé à 160 ; un chiffre néanmoins très inférieur à celui enregistré par le principal exportateur de combattants par habitant en Europe : la Belgique. Près d'un tiers étaient des femmes et des enfants. Sur ces 457 individus, 266 sont toujours en Syrie ou en Irak, et 90 ont disparu et sont considérés comme ayant perdu la vie lors des combats.

Selon le ministère de l'Intérieur belge, depuis 2012, au moins 457 citoyens ont quitté le pays pour se rendre en Syrie ou en Irak, ou ont eu l'intention de le faire, mais en ont été empêchés à temps.<sup>2</sup>

---

1. D'après le rapport *Estado Islámico en España* (Real Instituto Elcano, 2016), élaboré par Fernando Reinares et Carola García-Calvo, le profil psychologique le plus fréquent parmi les détenus espagnols est celui d'un homme jeune, marié avec des enfants, espagnol ou marocain, et d'ascendance musulmane. Ces hommes ont une connaissance de l'islam et de la charia rudimentaire, ils ont fait des études secondaires et connaissent le même taux de chômage que le reste de la population espagnole.

2. Chiffres publiés par la Commission belge de coordination pour l'analyse de la menace en juillet 2016.

En septembre 2016, plus de 2 000 citoyens français<sup>1</sup> étaient impliqués dans des activités au sein de réseaux syro-irakiens. Entre 1 000 et 2 000 individus s'étaient rendus dans une des deux zones de combat courant 2012, et 689 étaient toujours en zone irako-syrienne (dont 275 femmes). Pas moins de 203 avaient regagné la France et environ 900 étaient fichés comme étant susceptibles de vouloir rejoindre le califat. En septembre 2016, le nombre de Français morts dans la zone des combats atteignait 219.

400 mineurs français<sup>2</sup> se trouvent actuellement en Syrie ou en Irak, et l'on estime que les deux tiers d'entre eux se sont rendus là-bas avec leurs parents partis faire le djihad. Le tiers restant est né dans une des deux zones de combat et n'a donc pas quatre ans.

C'est le cas des petits-enfants de Michelle et Françoise, grand-mères de bébés nés au cours des trois dernières années en Syrie et qu'elles n'ont jamais vus. Le retour en France de ces familles, suite aux désertions enregistrées par Daech, est un véritable casse-tête pour le gouvernement. Les enfants nés dans le califat sont, au regard de la loi française, des apatrides nés en zone irako-syrienne, qui n'existent que dans les registres de naissance du groupe terroriste. Ou, pour dire les choses autrement, des bébés européens sans papiers d'identité et sans existence juridique.

Au moment où ces lignes ont été écrites, la France se trouvait confrontée au retour sur son territoire

---

1. Chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur en septembre 2016.

2. Chiffres présentés par le chef de la Direction générale de sécurité intérieure (DGSI), Patrick Calvar, le 10 mai 2016 devant la Commission de défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.

d'enfants nés sous le califat et âgés de quelques mois à trois ans. Le cas le plus connu est celui des enfants de Kevin Guiavarch, djihadiste d'origine bretonne de vingt-quatre ans, fiché par l'ONU comme l'un des terroristes les plus dangereux au monde. L'homme s'est rendu à la frontière turco-syrienne, déclarant qu'il était un combattant repentini de Daech, en compagnie de ses quatre épouses, toutes de nationalité française, et de six enfants (quatre étant les siens et les deux autres de précédents compagnons de ses femmes). Les quatre femmes furent expulsées de Turquie vers la France, où trois d'entre elles ont été incarcérées et leurs enfants placés dans des familles d'accueil.

Le devenir des « bébés du califat » est incertain. Les deux mères qui témoignent dans ce livre, toutes deux Françaises, disent ignorer le sort réservé à leurs petits-enfants au cas où leur fils viendrait à mourir sous les bombes ou au combat. S'ils reviennent vivants, les djihadistes savent qu'ils s'exposent à de lourdes peines de prison. Un grand nombre d'entre eux ont été condamnés *in absentia* à quinze et vingt ans de réclusion pour terrorisme. Aujourd'hui, ces mamans savent qu'un grand nombre des trente enfants rentrés en France vivent dans des familles d'accueil. Malgré les promesses du ministère de l'Intérieur en janvier 2016 de mettre en œuvre une procédure permettant à ces mineurs d'être accueillis par leurs grands-parents, les femmes sont sceptiques et conscientes qu'elles vont devoir livrer une longue bataille juridique.

Les voix qui s'expriment ici sont celles des familles de Maxime, Paul, Quentin, Pierre, Bertrand, Hamed,

Nora et Marwan. Quatre de ces jeunes sont morts dans des attentats suicides ou sous les bombardements de la coalition, trois vivent toujours<sup>1</sup> en Syrie ou en Irak et un purge une peine de prison en France.

Ces huit citoyens européens avaient entre dix-huit et vingt-six ans lorsqu'ils sont partis rejoindre Daech. Trois d'entre eux ont quitté la France ou la Belgique courant 2013, quatre en 2014 et un en 2015, après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher.

Il convient de rappeler que le nombre de combattants français a augmenté de façon spectaculaire entre l'été 2014 (800 individus) et le printemps 2015 (1 500). Quelques mois plus tard, à l'automne, on estimait à 1 800 le nombre de citoyens de l'Hexagone impliqués dans des activités terroristes en Syrie ou en Irak.

Parmi les cas dont il est question dans ce livre, quatre se sont convertis à l'islam à l'adolescence ou au début de l'âge adulte et sont issus de familles de tradition chrétienne. Les quatre autres avaient des origines maghrébines par leurs pères et ont grandi dans un milieu musulman pratiquant. Trois avaient entamé des études supérieures qu'ils ont abandonnées au profit du djihad, tandis que les cinq autres étaient entrés dans la vie active<sup>2</sup> ou au chômage.

D'après mes interlocuteurs, leurs fils ou frères furent dans leur majorité approchés et enrôlés par des personnes physiques. Cependant, il n'est pas exclu qu'Internet ait joué un rôle déterminant dans la radicalisation de quatre de ces jeunes gens, dans la mesure où ils ne vivaient

---

1. Mars 2017.

2. Ceux qui travaillaient occupaient des emplois précaires, à l'exception d'un jeune qui dirigeait sa propre entreprise de transport.

plus chez leurs parents, qui, par conséquent, n'avaient pas connaissance de leurs activités quotidiennes. Les récits recueillis ici nous amènent à conclure que pour les quatre cas restants, l'influence d'Internet n'a été qu'accessoire : les investigations menées par la police ou par les mères elles-mêmes ont mis au jour une nébuleuse de recruteurs sévissant aux abords des mosquées fréquentées par leurs fils. Dans trois cas au moins, la radicalisation et la préparation au voyage en Syrie se sont faites par le biais de membres actifs de l'État islamique sur le sol français ou belge avec lesquels les jeunes en question entretenaient des rapports quotidiens, dans le cadre d'activités sportives ou par le biais d'amis communs. Un seul de ces jeunes avait fait de la prison pour activités illégales avant de se rendre en Irak.

Tous ont fait le voyage seuls ou en compagnie d'autres candidats au djihad, à l'exception de deux Français qui l'ont fait avec leurs épouses, toutes deux enceintes et l'une mère d'un enfant de moins d'un an. Nora, quant à elle, a abandonné la maison familiale à l'âge de dix-huit ans pour aller rejoindre son mari parti en Syrie quelques semaines avant elle.

Les femmes qui s'expriment dans ce livre sont nombreuses à avoir perdu le contact avec leurs proches. Toutes tentent de survivre sous le regard des autres. Toutes, à un moment ou à un autre, ont caché à leurs amis ou à leurs compagnons que leurs fils étaient partis rejoindre Daech, de crainte d'être stigmatisées, prétextant un déménagement ou une installation à l'étranger. La majorité ont cessé leurs activités professionnelles en raison de problèmes psychologiques liés à la disparition,

toujours subite, de leurs fils ou de leurs filles. Ou de leur mort.

Certaines m'ont avoué avoir plus d'une fois songé au suicide, et celles dont les fils sont toujours en Syrie ou en Irak reconnaissent qu'elles seraient incapables de vivre si elles apprenaient qu'ils étaient morts.

Sans la confiance de ces familles, dont j'ai fait la connaissance en avril 2016, je n'aurais pas pu mener à bien ce travail. Petit à petit, grâce à elles, d'autres mères m'ont ouvert leurs portes. Certaines, beaucoup moins exposées médiatiquement, se sont montrées tout à fait disposées à me raconter leurs mésaventures. C'est ainsi que j'ai pu remonter jusqu'à Omar ou Nathalie, dont l'histoire n'était connue à ce jour que de cinq personnes.

Pour ce faire, j'ai dû agir dans une totale transparence, laissant parler les familles sans les interrompre et sans émettre le moindre jugement de valeur durant nos entretiens. Je me suis cantonnée au rôle d'observatrice dont l'unique intention était de retranscrire leurs témoignages le plus fidèlement possible.

Les déclarations reproduites ici sont celles que sept mères, une sœur et un père ont faites tout au long de cent trente heures d'interviews.

Des entretiens qui ont permis aux familles de nous livrer avec leurs mots, leurs gestes et leurs silences, leurs positions face à ce phénomène du djihad, ainsi que tous les problèmes auxquels elles sont confrontées quotidiennement.

Les parents de Bertrand assistent à des concerts chaque fin de semaine dans leur commune. Marie-Agnès sort faire des promenades. Nathalie fume cigarette sur



cigarette et tente de se fondre dans la masse. Véronique s'est mise au yoga. Ce livre est imprégné des visages et des odeurs qui restent après la tempête, car l'histoire de ces gens vient compléter celle de huit jeunes Européens qui, un jour, entre 2013 et 2015, se sont sentis plus attirés par la mort que par la vie. Ces pages racontent l'histoire de chambres vides et de ceux qui me les ont ouvertes. Elles racontent leurs cicatrices, leurs contradictions, leur solidarité et leurs craintes. En somme, elles parlent d'êtres humains.

Toutes ces personnes ont témoigné dans l'espoir que leurs paroles alerteraient l'opinion publique sur le phénomène djihadiste et seraient entendues des autres mères et pères qui vivent, eux aussi, par-delà les frontières, enfermés dans la culpabilité, l'incompréhension et la peur d'être stigmatisés.